

Laïcité

« Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le chef d'établissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire. »



+ 33 (0)8 70 60 77 40
+ 33 (0)1 43 63 50 39
@ info@cfait.org
www.cfait.org
18 rue Charles Graindorge
93170 BAGNOLET - FRANCE

SOMMAIRE

- 3** La Turquie et le Mexique. Deux exemples de modernisation autoritaire : l'influence du modèle français
Mehmet AYDIN
- 12** État et religion en Turquie
Baskin ORAN
- 17** Türkiye'de din ve devlet
Baskin ORAN
- 19** Les faux-semblants de la Commission Stasi
Alain Gresh
- 24** Stasi Komisyonu'nun bahaneleri
Alain Gresh
- 28** La question de la femme, le républicanisme et la laïcité : regards croisés entre la Turquie et la Turquie
Nilüfer GÖLE
- 32** Kadın, cumhuriyetçilik ve laiklik sorunsalı : Türkiye ve Fransa'ya bakış
Nilüfer GÖLE
- » **DOCUMENTS :**
 - ♦ Loi encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées (2004) PAGE 36
 - ♦ Circulaire du 18 mai 2004 relative à la mise en oeuvre de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics PAGE 37
 - ♦ Petite chronologie de la laïcité en France ... PAGE 40
 - ♦ Quelques sites internet utiles PAGE 40
 - ♦ Bibliographie sur la laïcité PAGE 41
- » Dessins/Desen
Üzeyir ÇAYCI PAGES : 18 - 23 - 31

İÇİNDEKİLER

État et religion en Turquie

Baskın Oran

[Ce texte est la transcription d'une conférence que Baskın Oran avait donné en France en décembre 1999.

Il a tenu à apporter certains commentaires afin d'actualiser ce texte.

Vous trouverez donc à la fin de cet article, un petit texte intitulé "Note du conférencier en 2005"]

Notre sujet aujourd'hui, à savoir les rapports entre l'État et la Religion en Turquie, a toujours attiré l'attention en France.

D'abord, historiquement, la France radicale et anticléricale a beaucoup inspiré le laïcisme kémaliste et elle s'y fut très intéressée. Par exemple, Edouard Herriot, grande figure du radicalisme sous la III. République et inamovible maire de Lyon était simplement fasciné par le laïcisme et la ferveur positiviste de la République kémaliste.

D'autre part, toujours historiquement, certains milieux de la France étaient également très intéressés, mais d'une autre manière. Certains ont eu un peu de crainte lorsque ce nationalisme et laïcisme a voulu fermer les écoles et hôpitaux français chrétiens en Turquie, parce que cela nuirait à la présence culturelle que la France assurait à travers la scolarisation des élites locales (par exemple, personnellement je suis du Collège Saint Joseph, à Izmir).

Mais, laissons l'histoire de côté et revenons à nos jours, parce que c'est surtout là qu'il y a un point qui attire l'attention de la France entière sur un sujet au moins d'apparence «turc». Le problème dit de «fou-lard islamique» a été importé en France surtout par des fillettes d'origine turque.

Passons maintenant du style journalistique à un discours plus académique. J'aimerais vous parler d'abord de deux termes dont je vais me servir durant cette conférence : *laïcité* et *sécularité*.

- *Laïcité* et *laïcisme* vient du latin *Laicus* (du peuple), terme opposé à *Clericus* qui est l'origine du mot *clergé*. *Laïcité* est employé dans les pays francophones et de confession catholique. Elle est un attribut de l'État. En France, c'est «la République» que les Constitutions de 1946 et 1958 définissent comme *laïque*.

- *Sécularité*, *sécularisme*, *sécularisation* : vient du latin *Soeculum* (siècle, c'est-à-dire *contemporain*). *Sécularité* est employé dans les pays anglophones et germanophones et de confession protestante. Elle est un attribut de la Société et non de l'État.

Dans ces pays, on ne parle même pas de laïcité ou moins encore du laïcisme, parce que la société est sécularisée. On n'a pas besoin de laïcisme. On peut sans hésiter déclarer que la politique du laïcisme est inversement proportionnelle au degré de sécularisation d'une société.

Pourquoi cette différence entre deux termes qui veulent dire, tous les deux, que la souveraineté appartient à la Nation et guère à Dieu ? La réponse en est plutôt simple. Dans la première catégorie (en France, par exemple), le concept de la source du pouvoir a passé du Dieu à la Nation par la pression de l'appareil d'État, parce qu'une Bourgeoisie plutôt débutante y était confrontée à un Ancien Régime (féodalité) assez robuste muni d'une confession assez radicale. Tandis que dans la seconde (Angleterre, par exemple), la société s'est libéré d'une situation spirituelle d'une manière beaucoup plus souple et sûr, par un processus beaucoup plus long qui désarma parfaitement l'Ancien Régime (Henry VIII d'Angleterre a «nationalisé» l'Église et confisqué ses terres plus de 2 siècles et demi avant la Révolution Française). Tout ceci s'est effectué sous une bourgeoisie beaucoup plus sûre d'elle-même parce qu'elle était beaucoup plus forte, et aussi beaucoup moins confrontée à une confession qui était presque «nationale», le protestantisme.

La laïcité est donc le problème de liquider l'Ancien Régime et si nous laissons de côté des pays comme Israël et la Grèce où, pour des raisons historiques, l'État et la Religion font bien la paire ; nous pourrions distinguer 3 catégories de pays du point de vue des relations État-Religion :

1) Des pays qui n'ont jamais connu la Féodalité, comme les États-Unis. Dans ce pays, l'État n'a rien à craindre de la Religion. Il peut donc s'offrir le luxe d'être tout à fait neutre de ce point de vue : il ne salarie ne subventionne ni empêche aucune religion et aucun culte. Du point de vue de l'usage des symboles confessionnels, bien que ce pays soit très libéral en matière de cultes, le port des symboles religieux y est toujours très discuté, parce que

l'État veut garder une neutralité absolue entre les confessions.

2) Des pays qui ont liquidé l'Ancien Régime par une révolution infrastructurelle («d'en bas») comme l'Angleterre et la France, avec toutes les réserves sus-mentionnées. Bien que ces pays n'aient rien à craindre de l'Ancien Régime, ils sont confrontés à ce problème de symboles créé par des religions et confessions minoritaires, étrangères à la culture de ces pays.

3) Ceux qui ont cherché à liquider l'Ancien Régime par une révolution suprastructurelle («d'en haut»), et là je ne peux en citer qu'un seul : la Turquie. Ce pays a encore beaucoup à craindre de l'islam pour beaucoup de raisons :

a) Parce qu'elle n'a pas pu liquider le mode de production féodale et que par conséquent les réformes occidentalistes du kémalisme ont causé des réactions énormes dans un pays à 98 % musulman.

b) Parce que la bourgeoisie «nationale» que le kémalisme se proposait de créer était trop faible. Elle a donc besoin de coaliser avec la Religion : premièrement, contre le Communisme dont il a peur, et deuxièmement parce qu'elle a besoin de faire du populisme pour obtenir des votes, elle détruit une à une les réformes laïques une fois qu'elle a le pouvoir.

Surtout de ce point de vue, l'histoire des laïcismes en France et en Turquie sont diamétralement opposés. En France, le laïcisme gagne du terrain lorsque le processus démocratique est en bonne marche et perd du terrain pendant le régime Vichy, par exemple. En Turquie, la laïcité est imposée par le régime autoritaire kémaliste, et qu'ensuite une transition démocratique favorise la liberté d'expression culturelle mais aussi le développement d'une action politique islamique. Enfin, cette mutation est dénoncée par les élites occidentalisées qui supportent une intervention militaire qui prétend restaurer l'ordre laïc. Laïcité forcée, démocratie, Islam, coup militaire laïcisant ! Le pire de ce modèle, bien sûr, sera vécu en Algérie.

Jusqu'ici, c'était mon introduction. Mais n'ayez crainte, je serai proportionnellement plus bref en ce qui concerne le reste. Je vais tout simplement faire un résumé de la laïcité en Turquie tout en faisant la comparaison avec l'expérience de la France.

Tout de suite après la déclaration de la République en octobre 1923, les Jacobins jurés qu'étaient les kémalistes ont lancé les réformes laïques qu'on connaît assez bien :

a) Laïcisation de l'État : En un seul jour en 1924 le régime abolit le Califat et le remplace

par La Direction des Affaires Religieuses placée sous l'autorité du Premier Ministre, et met la main sur les Fondations pieuses et leurs revenus, et enfin place toutes les écoles sous l'autorité du Ministère de l'Éducation publique. En 1928 «Islam comme religion d'État» sera abrogé de la Constitution et le terme «laïcité» le remplacera en 1937 (cela se passera 9 ans plus tard en France, en 1946).

b) Laïcisation de la Société : En 1926 le régime adopte le Code civil Suisse touchant ainsi au cœur d'application de la Shariat (loi religieuse). Les femmes turques ont le droit de vote en 1934 (12 ans avant les françaises). Les tribunaux religieux sont supprimés et entièrement réorganisés sur le modèle français. En 1928, l'alphabet latin est adopté, portant un autre coup mortel au monopole culturel des religieux. Le régime kémaliste fermera les écoles d'imam-prédicateurs et les facultés de théologie et procédera à une purification de cours de religion dans les écoles primaires et moyennes dans les années 30.

Entre-temps, aucune mosquée ne sera construite et la mosquée de Sainte Sophie sera transformée en musée nationale. D'un côté le régime ferme les couvents, d'un autre il édifie les profils, bustes, statues et citations d'Atatürk symbolisant l'unité du corps national. Tout cela sera considéré comme sacrilège.

Le même laïcisme est vécu en France après la Révolution. En déclarant la Constitution Civile du Clergé, l'État révolutionnaire met l'Église complètement sous tutelle. Mais, après ce qu'on pourrait appeler la victoire de Marianne sur Marie, c'est la fin du kémalisme à la française. Car, à partir de 1914, cette laïcité de confrontation fait place à une laïcité de compromis. L'État ne s'intéresse plus à dominer l'Église et l'Église a complètement renoncé à exercer un pouvoir politique. «Les 'deux France' se sont mutuellement apprivoisées» et se sont séparés. Ce sera possible parce que les Républicains, après le départ de Mac Mahon en 1877, vont rassurer la Bourgeoisie en matière sociale et de droit de propriété.

Maintenant, revenons à la Turquie. Tout cela ne s'y passera pas de la même manière. Le jacobinisme kémaliste se termine aux premières élections libres (1950). Dès lors, ce n'est pas une laïcité de compromis qui commence, mais bel et bien une politique de ré-islamisation. Cela dure une décennie et à la fin, l'Armée kémaliste, scandalisée, fait un coup laïciste en 1960. Avec le retour au régime civil un an et demi plus tard, la ré-islamisation continue comme si de rien n'était. Les facultés de théologie et surtout les écoles d'imam-prédicateurs poussent maintenant comme des champignons et, bien que ces écoles soient des lycées

préparant pour la profession religieuse seulement, leurs milliers d'élèves obtiennent en 1973 le droit d'entrer dans des facultés comme Sciences Po et Droit où traditionnellement les hauts fonctionnaires de la République sont formés. C'est le commencement de la formation de la contre-élite islamiste.

A la fin des années 70, un autre coup militaire survient en 1980. Chose étrange, mais cette fois elle n'est pas laïciste. Tout à fait au contraire, l'Armée turque, l'institution kémaliste par excellence, commence à favoriser l'Islam par toutes sortes de mesures possible et d'une manière jamais vue sous aucun régime civil. L'obligation des cours d'Islam jusqu'à dans les classes de lycées s'inscrit dans la Constitution de 82. Le Général Evren, Chef d'État militaire, chaque fois qu'il donne un discours (et il le fait très souvent), défend ses idées autoritaires (et parfois, le laïcisme !) en récitant des versets de Coran. Sous le régime militaire, le budget de la Direction Générale des Affaires Religieuses atteindra des sommes énormes. Pour donner une idée : 1,5 fois celui du Ministère des Affaires étrangères, 2 fois celui du M. de l'Intérieur et de la Culture réunis, 3,5 fois celui de l'Industrie, 6 fois celui du Tourisme, 10 fois celui du M. de Travail. Aussi, les militaires choisissent comme premier ministre, un musulman disciple de l'ordre très militant des Nakshibendis : Turgut Özal.

Comment une telle exception au modèle que nous avons déjà vu (laïcité forcée, démocratie, ré-islamisation, coup militaire laïciste !) a-t-elle été possible sous des kémalistes acharnés que sont les militaires ? Très simple, trop même. Pendant les années 70 : c'est la montée irrésistible du nationalisme kurde (alors marxiste). L'Armée en a simplement horreur. D'autre part, c'est la montée incroyable de la gauche maoïste armée. Tout le monde pense que la Révolution est au seuil de la porte. La grande bourgeoisie en a simplement horreur également. C'est donc aussi simple que cela : la religion est désormais conçue par les militaires (et par la bourgeoisie) comme la meilleure colle sociale contre les deux K : Kurdisme et Communisme [«Komünizm» en turc, *ndlr*].

Pour vous donner une idée sur les conséquences de cette politique : de nos jours, la Direction Générale compte 90.000 imams de mosquées dont seulement la moitié proviennent des écoles d'imam-prédicateurs. Les diplômés de ces écoles préfèrent devenir des chefs de police et surtout des sous-préfets. Il existe actuellement plus de 70.000 mosquées (contre 860 hôpitaux). On construit 1500 mosquées annuellement soit 1 mosquée tous les 6 heures (contre une école tous les 6 jours). La Direction Générale a récemment déclaré qu'en l'an 2010 le nombre de son personnel remontera à 238.000 et le nombre de mosquées à 103.000.

C'est le résultat fâcheux du laïcisme kémaliste dans les années 90. Entre-temps, il faut bien ajouter que La Direction Générale n'a point d'autorité sur la communauté musulmane en Turquie. Elle a maintes fois officiellement déclaré depuis 1995 qu'il ne fallait plus construire de mosquées et que les imams devaient monter au minaret pour chanter l'appel à la prière au lieu de se servir des haut-parleurs qui créent une cacophonie impossible. En vain, rien n'en fut. La même Direction Générale institué en 1924 pour mettre l'Islam sous tutelle de l'État sert à présent à mettre l'État sous la tutelle de l'Islam.

Pour finir avec le régime militaire de 1980. C'est aussi sous le régime militaire que commence le problème du foulard (cela s'appelle «problème du *türban*» en Turquie, terme aussi absurde que son équivalent en français !). Les mêmes généraux qui ont obligé les lycéens à suivre des cours d'Islam interdisent aux jeunes filles d'entrer à l'université la tête couverte. Ils ont prouvé leur kémalisme.

Entre-temps, le parti islamiste obtient 22 % des voix, soit le plus fort pourcentage parmi tous. La grande majorité de ces votes proviennent des bidonvilles des métropoles : elles sont des votes de protestation contre une globalisation destructrice des masses travailleuses. Beaucoup plus intéressant et important est la naissance, lors du régime Özal, du «Capital Islamique (ou Vert, ou Anatolien)» qui finance le Parti et divers activités islamiques. Avec ce financement, les islamistes créent «854 écoles privées, 900 écoles publiques, près de 5000 cours privés de Coran, 124 radios privées, 41 chaînes de TV, 5200 journaux locaux, 11 institutions de finance contrôlant 1,3 milliards de dollars, 7 grands holdings, plus de 7000 corporations, plus de 2000 auberges de jeunesse, 4000 associations, 4500 fondations pieuses, 40 préfets et 300 sous-préfets». Les leaders islamiques commencent à discuter si la «transition» sera «avec ou sans effusion de sang» ! On dit aussi que la Turquie va «tomber comme l'Algérie».

Mais, tout d'un coup, «le modèle» se re-impose : dans un communiqué publié en février 1997 par le Conseil de Sécurité Nationale, les militaires ont contraint le gouvernement civil, entre autres mesures laïcistes, à fermer les 3 premières années des écoles d'imam-prédicateur. C'est un coup porté au cœur du processus islamiste, car à 11 ans en élève peut être envoyé à ces écoles par ses parents bon gré-mal gré, mais cela n'est plus possible à l'âge de 15 ans. Cela peut sonner le glas de la surproduction contre-élite islamique. Le parti islamique est, entre-temps, déclaré clos par la Cour Constitutionnelle (janvier 1998).

La vraie surprise est ailleurs. La crème de la crème de la grande bourgeoisie turque, l'association TÜSIAD a chargé un professeur de gauche (Prof.

Tanör, chassé de son poste universitaire pendant le coup militaire de 1980) pour préparer un rapport sur la situation en Turquie et le rapport est publié en janvier 1997 (un mois avant le communiqué laïciste des militaires !). Le rapport demande les mêmes mesures anti-islamistes, y compris la clôture des 3 premières années des écoles d'imam-prédicateurs ! Qu'est-il arrivé à la grande bourgeoisie et à l'Armée ? Simplement, l'Union Soviétique a disparu, ces deux institutions n'ont plus peur du communisme, et le kurdisme (le PKK) est militairement vaincu. Par contre, les Islamistes sont devenus trop menaçants !

Maintenant que le vote du nouveau parti islamique est tombé et que le drapeau de l'islamisme ne flotte plus comme auparavant, une question est en train d'être discutée en Turquie : «sommes-nous arrivés à 1905 ?». C'est -à-dire à la date où la France a fait la Loi de Séparation des Églises et de l'État. Évidemment, la question ne se pose pas ainsi. Mais il est clair que le laïcisme kémaliste ne peut plus continuer comme à présent. Il avait mis la main sur l'Islam, maintenant il risque de perdre le bras. Il reste à savoir si d'une laïcité de confrontation qui ne confronte plus les islamistes mais bien au contraire, on devrait passer à une séparation de l'État et de l'Islam, et comment ? Entre-temps, le problème du foulard persiste toujours dans les universités et les foulards portés par des fonctionnaires femmes dans certaines institutions officielles continuent de créer des crises.

CONCLUSION

Le laïcisme à la turque, inspiré en bonne partie de l'expérience française et mais aussi beaucoup de l'expérience ottomane, a profondément transformé le pays. (je dis «expérience ottomane» parce que les Ottomans, tout comme les Byzantins avant eux, avaient totalement mis la Religion sous tutelle. Aujourd'hui, la Turquie est le seul pays de l'ancien Empire Ottoman, y compris la Grèce, où l'État, en tant qu'une institution, a mis l'Islam sous tutelle pour l'appivoiser. C'est le seul pays islamique qui abrite le terme *laïc* dans sa Constitution. (Dans des pays comme la Syrie et l'Iraq, ce n'est pas un État institutionnalisé qui le fait, mais les dirigeants, et cela de leur peur vis-à-vis la confession différente de la majorité du peuple -les Alévites en Syrie, les Shiites en Iraq-. Aussi, l'Iraq a-t-il ajouté le mot *Allah* dans son drapeau.). Cette laïcité de la Turquie se reflète également dans ses relations internationales : la présence très active de ce pays dans les conflits balkaniques comme la Bosnie et le Kosovo, et aussi en Asie Centrale ne saurait s'expliquer sans prendre en compte le désir de la Turquie d'empêcher les influences fondamentalistes de l'Iran et de l'Arabie Saoudite.

Mais si vous regardiez de l'autre côté, il faut

admettre que le laïcisme turc des Jacobins kémalistes n'a pas pu (et n'aurait pas pu) séculariser la société turque. Cela aura deux résultats fâcheux :

- 1) L'État kémaliste avait mis la Religion sous tutelle en se servant des fonds mis à la disposition de la Direction Générale des Affaires Religieuses. Mais c'était pendant la Révolution «d'en-haut». Quand la démocratie commence, c'est l'Islam qui commence à mettre l'État sous tutelle en se servant des mêmes allocations devenues énormes après 1980.
- 2) Dans un pays où l'Islam persiste à revendiquer le pouvoir politique, et où les kémalistes haïssent de voir le foulard même dans la rue, ce laïcisme continue toujours d'être une laïcité de combat qui déroute beaucoup l'agenda national.

Le problème du foulard est donc devenu un faux problème qui a le pas sur tous les vrais problèmes, et il ne manque pas de vrais problèmes dans un pays comme la Turquie. Le recteur de l'Université d'Istanbul y est pour beaucoup, car il a déclaré en fanfare qu'il n'admettrait pas le foulard, et il a fait cela au moment précis où le mouvement islamique était épuisé en 1997. Ce fut alors un «baiser de vie» pour les islamistes. Maintenant, les jeunes filles en foulard se rassemblent par centaines à la porte de l'Université, et alors c'est la «foire» ! Une centaine de policiers y sont envoyés pour leur en empêcher, et elles se battent comme des suffragettes du 19ème siècle pour entrer dans l'enceinte de l'Université. On voit aussi des députés islamistes de l'Assemblée Nationale à côté de ces jeunes filles. La plupart des manifestantes ne sont pas des étudiantes mais des sympathisantes venues pour les soutenir. Parmi eux, il y a pas mal de jeunes de gauche. Pourquoi ? Parce que l'administration de l'Université d'Istanbul a également défendu aux jeunes de porter la barbe et des habits hippy ! Sûrement pour scier la branche sur laquelle elle se tient ! De l'autre côté, les policiers agissent sûrement à contrecœur, car ils viennent tous, sans exception, des classes sociales où le port du foulard est habituel. Ils auraient sûrement préféré matraquer les syndicalistes ou les jeunes de gauche, et avec grand plaisir... En même temps, une inflation de 80 %, l'entrée du pays dans l'Union Européenne, le problème kurde, le problème de l'Éducation nationale, les victimes du tremblement de terre par ce froid, tout cela attend. Le foulard est beaucoup plus important...

Toujours à propos du foulard, on doit aussi se demander de quoi l'État français a tant peur, puisque l'Islam ne peut jamais exercer un pouvoir politique en France et que ce symbole n'est autre qu'une revendication d'identité communautaire. Je crois qu'il s'agit de deux choses en France :

- 1) d'un peu de crainte : la France souffre du fait

que sa laïcité n'est pas du tout la même chose que le sécularisme américain où l'État ne doit aider aucun culte. En France, il est permis aux écoles confessionnelles de bénéficier d'une subvention officielle (tandis qu'en 1905 «art. 2 : La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte»- cela n'était pas le cas). Donc, pour être conséquent, il aurait fallu que l'État n'aide aucun culte ou qu'il aide les institutions islamiques aussi. Or, on ne le veut pas, pour maintes raisons, parmi lesquelles figure «troubles de voisinage». On craint que, une fois le foulard permis, viendront les demandes de subventions à l'islam. De ce point de vue, la France semble payer la facture retardée de son passé colonialiste.

2) d'un peu de méconnaissance et même du mépris : il me semble que le problème du foulard en France est moins un problème de laïcité que celui d'une ségrégation contre les étrangères de religion différente et de classe infé-

rieure. Si le port de la kippa juive et des grandes croix catholiques est toléré sans restrictions, et si les aumoneries ont droit de cité dans les établissements scolaires publics, l'interprétation du foulard comme *ostentatoire, prosélytiste et propagandiste* n'est pas tout à fait conséquent.

Et enfin, il faut ajouter que, bien que la peur ressentie en Turquie a des racines un peu plus profondes que celle d'en France, l'affaire du foulard islamique implique, pour les Kémalistes radicaux aussi, bel et bien un mépris, mépris idéologique et mépris de classe contre «ces cafards noirs» ! ■

Baskin ORAN

Professeur de relations internationales à la Faculté des Sciences Po, Université d'Ankara
Chroniqueur dans le quotidien *Birgün*
et l'hebdomadaire *Agos*

Note du conférencier en septembre 2005

En septembre 2001, une attaque contre les tours jumelles a eu lieu. L'occident a paniqué et a commencé à diaboliser l'Islam. Et c'est encore le cas aujourd'hui, et même, ce syndrome se transforme en paranoïa.

Alors qu'il est intéressant de noter qu'en Turquie il y eu un effet inverse. En novembre 2002, le Parti AKP (Adalet ve Kalkinma Partisi - Parti de la Justice et du Développement) a gagné les élections législatives et s'est installé seul au gouvernement. Tout le monde a eu peur ; mais en fin de compte il s'est avéré que ce parti, hormis une image de «croyant», n'avait rien en commun avec le Parti Refah (Parti de la Prospérité de N. Erdogan). Depuis son accession au pouvoir, incroyable soit-il, l'AKP a mené à bien les réformes exigés par l'UE ; et actuellement ce parti est le seul à oeuvrer pour la démocratisation de la Turquie sur la voie de l'Europe.

Comment tout cela fut possible ? Tout simplement, c'est la dialectique. Le processus d'embourgeoisement des islamistes commencé avec le Parti Refah a mûri avec l'AKP. Même si on ne comprend pas maintenant, on le comprendra un jour : la bourgeoisie ne fait aucune distinction entre le démocrate et le fasciste, entre le croyant et l'athé, entre le sans-dieu et l'islamiste, et entre le pauvre et le riche. La seule règle de la bourgeoisie est la maximisation de son profit ! Elle va où les profits sont les plus importants. Les «islamistes» qui avaient déjà savouré depuis les années 90 maintes béné-

ficiés d'une «mobilisation de l'exportation»^[1] se sont tout simplement aperçus qu'ils auraient grand intérêt à entrer dans l'Union Européenne.

Bien sûr qu'il ne s'agit pas uniquement de cela. Le processus d'intégration à l'UE avec son lot de réformes va mettre l'armée à la place où doit être. Donc l'AKP, agissant par des considérations assez pratiques, se rapproche de l'UE. De plus, il est vrai l'AKP cherche à avoir depuis l'étranger une légitimité qu'il a besoin en Turquie.

Finalement le parti le plus pro-UE est sans conteste l'AKP. Un parti islamiste ! Et il l'est sincèrement. De plus, en faisant cela il ne se force pas idéologiquement, car de tous les partis ayant accédé au pouvoir, l'AKP est le seul qui ne soit pas «nationaliste». C'est pour cela qu'il se distingue des autres partis qui utilisent, comme le CHP (Parti Républicain du Peuple), le discours nationaliste. Tous les autres partis politiques, à commencer encore par le CHP, sont contre la démocratisation de la Turquie via l'intégration à l'UE. Ces derniers essaient de mettre un frein aux réformes en utilisant la peur que nous appelons «la paranoïa de Sèvres». C'est cela la Turquie, c'est un pays spécial.

[1] Voir B. ORAN, «Kemalism, Islamism and Globalisation : A Study on the Focus of Supreme Loyalty in Globalizing Turkey», *Journal of South-eastern European and Black Sea Studies*, Vol. 1, no. 3, Septembre 2001, London, F. Cass, pp. 20-50.

Türkiye’de din ve devlet

Baskın Oran

[Bu yazı, Baskın Oran’ın aralık 1999’da Fransa’da verdiği bir konferansın türkçe özetidir.]

Laiklik, çok tartışmalı bir kavramdır. Çünkü, en azından, ülkeden ülkeye değişen anlamlar taşır.

Türkiye’de laiklik, Devlet’in Din’i kontrol altında tutması anlamına gelir. Bu felsefeye göre, iktidarın kaynağı Allah değil, Ulus’tur. Şeriatçılık ve İslamcılık, iktidarın kaynağını Ulus değil, Allah olarak tanımlayan akımdır.

Laiklik Fransa’da, 1789’dan 1905 yılına kadar, bugün Türkiye’de uygulanan anlamı taşıdı. Devlet Kilise’yi kontrol altına aldı. Hatta, topraklarına el koydu. Bu süreç sonunda, Kilise siyasal iktidar sevdasından vazgeçti. Devlet de Kilise karşıtı bir tutum takınmayı bıraktı. İkisi, birbirine müdahaleden vazgeçti. Bu, Fransa’daki laikliğin ikinci ve bugünkü aşamasıdır.

Türkiye’de bu olamadı. Çünkü, laikliği ortaya atan, Fransa’nın aksine, güçlü bir orta sınıf değildi. Tam tersine, Kemalizmin yaratmak istediği orta sınıf hem Komünizmden korkuyordu, hem de 1950’de elde ettiği iktidarda kalabilmek için halkın dinsel duygularına hitap etmek işine geldi.

Bu süreç sonucunda, 1950 öncesi Kemalistlerin Din’i kontrol altında tutmak için kullandıkları Diyanet İşleri Başkanlığı ve onun emrindeki büyük paralar İslam’ı güçlendirmeye başladı. Bu arada imam hatip okulları İslamcı seçkin üretmeye girişti.

1960’daki 27 Mayıs Hareketi bu gidişe Ordu’nun laik tepkisi oldu. Sonradan klasikleşecek bir model başlamıştı : Kemalist laikleştirme, demokratikleşme, tekrar İslamlaşma, sonunda laik askerî darbe !

Ama, 1970’lerdeki Solcu ve Kürtçü hareketler bir yandan burjuvazinin, bir yandan da Ordu’nun korkusunu depreştirdi. O kadar ki, 1980’de Ordu yine darbeye iktidara geldi ama, bu sefer laikleştirici bir politika yerine, tam tersine, İslam’ı bir toplumsal tutkal olarak gören ve kuvvetlendiren bir politika izledi. Tarikatlar güçlendi, imam hatip liseleri canlandı, liselere Anayasayla zorunlu İslamlık dersleri kondu.

Bu arada, Turgut Özal sayesinde İslamcı

Sermaye de güçlendi. İslamcı parti en yüksek oyu aldı. Cesareti de arttı. Artık, İslam’ın iktidara geleceği kesindi de, Prof. Erbakan bu değişikliğin “kanlı mı yoksa kansız mı” olacağını tartışmaya başlamıştı.

Bu noktada, klasik model yine işlemeye başladı : Ordu 28 şubat 1997’de bu sefer bir muhtırayla müdahale etti. Sivil iktidar imam hatiplerin ilk üç yılını kapatmak ve İslamcı şirketlerin para kazanma yöntemlerini incelemeye başlamak zorunda kaldı.

Ne olmuştu ? Sadece, Sovyetler Birliği çökmüş, Türkiye’de gerek burjuvazinin gerekse ordunun komünizmden korkusu kalmamıştı. Bu arada PKK da askerî olarak yenilmişti. Diğer yandan, İslamcı tehdidi başlamıştı.

Bugün Türkiye’de laikliğin gelip takıldığı yerde iki tatsız sonuç var :

- 1) Eskiden devlet Diyanet İşleri Başkanlığı vasıtasıyla İslam’ı kontrol altında tutuyordu. Oysa 1950’den itibaren gittikçe artan biçimde İslam Devlet’i aynı araç sayesinde denetim almaya başladı. Demek ki, artık bu tip laiklik ters sonuç veriyor.
- 2) Her iki taraf da fena halde silahlara sarılmış vaziyette ve bu pozisyonlar “türban” sorununda doruğa çıkıyor. O kadar ki, Türkiye’nin o kadar gerçek sorunu varken, olay “Türbanlı kızları üniversiteye sokmam”, ve “Biz gireriz” şeklinde bir inatlaşmaya dönüştü. Din, siyasal iktidara talip olmaktan vazgeçmiyor, Kemalistler de başı bağlı kızları sokakta bile görmeye tahammül edemiyor.

Bunun böyle gitmesi mümkün değil. Tabii ki bir an gelecek ve Türkiye, Fransa’nın 1905’te vardığı noktaya varacak. İslam, siyasal iktidara talip olmaktan vazgeçecek, Devlet de insanların giydiğine ve yaptığına karışmayacak.

Bu arada, Fransa’nın türban konusundaki tutumunu da tutarlı saymak zor. Bir yandan liselerde türbana karşı çıkılıyor, diğer yandan Yahudilerin takkesine ve Katoliklerin haç takmasına hiç ses çıkartılmıyor. Oysa, tutarlı bir devletin ya her türlü dinsel simgeye müdahale etmesi, ya da hepsini serbest bırakması beklenirdi. Bugünkü durum,

Türban sorununun ardından, Müslümanlara para yardımı isteklerinin gelmesinden çekinmek olarak yorumlanabilir.

Ama bu durumda da, Fransız devleti, eğer başka din ve mezheplere yardım ediyorsa, Müslüman vatandaşlarına etmemek için bir sebep bulmakta zorlanacak. ■

Baskın ORAN

Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi
Uluslararası İlişkiler profesörü
Haftalık *Agos* ve günlük *Birgün* gazeteleri köşe yazarı

Eylül 2005’de yazarın notu

Eylül 2001’de İkiz Kuleler saldırısı oldu. Batı dünyası birdenbire paniğe kapıldı ve İslam’ı öçüleştirme sürecine girdi. Henüz de bunu asabilmiş değil. Tersine, bu sendrom gittikçe paranoyaya dönüşüyor.

Türkiye’de ise, ilginçtir, tersi bir gelişme oldu. Kasım 2002 seçimlerinde «İslamcı» Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP) tek başına hükümet oldu. Herkesin ödü koptu. Fakat kısa zamanda bu partinin Refah Partisiyle «imanlı» görüntü dışında hiç ilişkisi olmadığı anlaşıldı. İktidara geldiği tarihten başlayarak inanılmaz AB reformlarına imzasını atan AKP, şu anda da Türkiye’nin AB yolunda demokratlaşması için mücadele eden tek parti.

Nasıl böyle oldu ? Tek kelimeyle, diyalektik harekete geçti. Refah Partisi zamanında başlayan İslamcıların burjuvalaşma süreci kemale AKP döneminde erişti. İnsanlar şimdi anlamıyorlarsa bir gün gelip anlayacaklar : burjuvanın demokrati-faşisti, imanlısı-imansız, Allah’sız-İslamcısı, millisi-kompradoru olmaz. Burjuvazinin tek kuralı, kârın maksimizasyonudur ! Kârını nasıl maksimize edecekse, oraya gider. Bir kere ihraçata alışmış olan «İslamcılar» [1]. AB’ye girmiş bir Türkiye’de daha iyi para kazanacaklarını görmüşlerdir, o kadar.

Tabii ki bütün mesele bundan ibaret değil. AB süreci siyasal süreçte askerleri olmaları gereken yere getirip koyacak, AKP bu ve bunun gibi «pratik» mülahazalarla da AB’ye yaklaşıyor. Ayrıca, tabii ki içeride ihtiyaç duyduğu bir meşruiyeti dışarıdan sağlamaya çalışıyor. Tabii ki bütün bunlar hep doğru ama, işin özü orda değil.

Sonuç olarak, şu anda Türkiye’deki en «AB’ci» parti hiç kuşkusuz AKP. İslamcı parti ! Ve, takiye falan değil, samimiyetle. Bunu yaparken de, ideolojik olarak zorlandığı söylenemez, çünkü AKP şimdiye kadar Türkiye’de iktidara gelmiş ilk «milliyetçi olmayan» parti. Bu sayededir ki, CHP başta olmak üzere bütün diğer partilerin «milliyetçi» mülahazalarla korku yaratarak politika

yapışlarından uzak duruyor. Bütün diğer partiler, CHP başta olmak üzere, AB yoluyla demokratlaşmaya karşı çıkıyorlar. «Sevr Paranoyası» adlı korkuyu kullanarak Türkiye’yi reformlardan uzaklaştırmaya çalışıyorlar. Türkiye ilginç bir ülkedir efendim.

[1] Voir B. ORAN, “Kemalism, Islamism and Globalisation : A Study on the Focus of Supreme Loyalty in Globalizing Turkey”, *Journal of Southeastern European and Black Sea Studies*, Vol. 1, no. 3, Septembre 2001, London, F. Cass, pp. 20-50.

